



Renforcer nos convergences : Façonner notre avenir avec la Politique Agricole européenne



La Politique Agricole Commune (PAC) est une des pierres angulaires de la construction européenne. Protéger l'agriculture, la sécurité et la souveraineté alimentaires doit rester au cœur des objectifs de la PAC.

Dans le contexte de marchés ouverts et volatiles, la PAC contribue à la stabilité économique des exploitations et soutient leur compétitivité. La PAC promeut une agriculture plus durable et renforce l'attractivité et la vitalité des zones rurales.

1 Maintenir un budget agricole stable

FNSEA et DBV demandent que le Cadre Financier Pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027 maintienne au moins un budget stable, pour les deux piliers de la PAC. Les objectifs renforcés affichés par la Commission européenne ne peuvent être atteints avec un budget revu à la baisse. Des coupes dans le budget de la PAC sont inacceptables. Une réduction des ressources allouées à la PAC est incompatible avec des objectifs environnementaux et climatiques revus à la hausse, ou avec des attentes sociétales croissantes. Pour les nouveaux défis et des politiques européennes, des fonds supplémentaires doivent être prévus.

2 Harmoniser au sein du marché intérieur

DBV et FNSEA souhaitent que tous les agriculteurs travaillent dans les mêmes conditions, au sein du marché intérieur. Or, les propositions présentées par la Commission européenne en juin 2018, prévoient des changements substantiels dans l'architecture de la PAC. La PAC doit rester commune et ne doit pas être constituée de 27 politiques nationales, qui généreraient des distorsions de concurrence entre agriculteurs européens.

La subsidiarité, à la fois dans la mise en œuvre du cadre européen et au niveau de la charge administrative, prend tout son sens. Cependant, les éléments de base ainsi que la conception de la PAC doivent rester homogènes, afin d'éviter de mettre à mal le fonctionnement du marché intérieur.

3 Répondre aux besoins de simplification des agriculteurs

La Commission européenne doit répondre au problème de bureaucratie en lien avec les soutiens financiers. En effet, la nouvelle proposition de la Commission européenne manque toujours d'ambition dans le domaine de la simplification. DBV et FNSEA insistent pour un changement d'orientation urgent,

dans la mise en œuvre de la PAC et les contrôles : il faut prendre en compte les réalités de l'agriculture, ses contraintes agronomiques, économiques et en termes de charge de travail. La confiance entre les autorités publiques, les citoyens et les agriculteurs doit être rétablie.

Ainsi, il est urgent de simplifier la définition des pâturages permanents, qui est devenue un véritable « monstre bureaucratique ». De plus, le champ d'application de la conditionnalité doit être rationalisé, par exemple pour ne pas exposer les éleveurs à des risques de sanction disproportionnée.

Enfin, par le recours aux actes délégués, la Commission européenne crée un trop vaste espace d'interprétation dans la mise en œuvre de la PAC : à l'opposé, tous les aspects fondamentaux de la PAC doivent être explicitement et uniformément encadrés dans la législation de base de l'Union européenne, et décidés par le Conseil des ministres et le Parlement européen.

4 Encadrer les options laissées aux Etats membres sous le 1^{er} pilier

Les paiements directs soutiennent les revenus des agriculteurs, plus particulièrement pour compenser des normes européennes plus élevées.

- ◆ Par rapport au dispositif actuel, tout transfert - décidé au niveau national - supplémentaire de fonds du 1^{er} vers le 2^e pilier (la proposition de la Commission prévoit une option de transfert de 15 %, auxquels peuvent s'ajouter 15 % supplémentaires, pour répondre à des objectifs environnementaux) contribuerait à affaiblir financièrement plus encore les exploitations et ne doit pas par conséquent être favorisé.
- ◆ Toute réduction et tout plafonnement des paiements directs doivent être rejetés ou devraient rester optionnels pour les Etats membres. Une prime aux premiers hectares, dans la limite de la surface moyenne des exploitations, pourrait être une alternative pour prendre en compte les différentes structures d'exploitations. Cette mesure facultative devrait alors être plafonnée, en définissant un pourcentage maximal des enveloppes nationales.
- ◆ Le paiement de base doit rester un élément fondamental du 1^{er} pilier, afin de garantir la stabilité des exploitations et pour compenser les normes élevées imposées par l'Union européenne. Par conséquent, au moins 60 % des enveloppes nationales des EM devraient être réservés au soutien de base.
- ◆ Le recours aux paiements couplés devrait être dédié à des situations spécifiques pour aider les secteurs à la fois, rencontrant des difficultés (compétitivité, durabilité, qualité), et particulièrement importants dans des régions fragiles, pour des raisons économiques, sociales et environnementales. Il est opportun d'utiliser cet outil pour améliorer la structure des filières sectorielles concernées et ainsi contribuer à leur durabilité à long terme.

Configurer l'Architecture Verte

La PAC doit avoir pour objectif la double performance environnementale et économique des exploitations.

- ◆ La proposition d'accroître significativement les exigences sous la « super conditionnalité » – ainsi que la réduction simultanée du budget agricole – est une approche qui pourrait provoquer une perte substantielle de revenu pour les agriculteurs. DBV et FNSEA demandent une réduction pragmatique des exigences de la conditionnalité. De plus, la conditionnalité devrait constituer une base commune d'exigences communautaires, mises en œuvre de la même manière par les EM. La mise en œuvre dans les EM doit être homogène.
- ◆ Pour atteindre les objectifs de protection de l'Environnement et de lutte contre le Changement Climatique, et pour permettre à l'agriculture de pleinement contribuer à ces objectifs, la nouvelle architecture verte - y compris les mesures des Eco-Régimes et du 2^e pilier - est essentielle. Les nouveaux Eco-Régimes nécessitent des fonds supplémentaires et devraient être ouverts à toute la diversité de l'agriculture européenne. Les mesures des Etats membres devraient être accessibles au plus grand nombre possible d'agriculteurs. Plus que des pratiques spécifiques, les approches fondées sur des systèmes agricoles, et la certification ou des régimes d'équivalence, sont des pistes à explorer.
- ◆ Les mesures relevant du 1^{er} pilier ne devraient pas entraîner une suppression drastique de la marge de manœuvre prévue pour les mesures environnementales supplémentaires du 2^e pilier. Les mesures agro-environnementales ayant fait leurs preuves sous le 2^e pilier ne doivent pas être remises en cause, car les agriculteurs s'engagent à fournir des services supplémentaires pour la conservation des ressources et la biodiversité. Les mesures agroenvironnementales du 2^e pilier devraient bénéficier d'une conception plus attrayante et incitative.
- ◆ Puisque les zones défavorisées sont très souvent des zones très sensibles d'un point de vue environnemental et compte tenu du fait que l'allocation compensatoire pour les zones défavorisées a un impact positif, ce type d'action doit être comptabilisé en tant que « mesure verte » sous le 2^e pilier.

Investir dans la compétitivité durable sous le 2^e pilier

D'une part, FNSEA et DBV demandent d'accorder une haute priorité aux mesures favorisant la compétitivité durable, en particulier pour encourager l'investissement (y compris la conservation des ressources), la diversification, l'innovation, l'éducation et le conseil.

D'autre part, le 2^e pilier de la PAC doit être consacré à la protection et au développement des territoires, plus particulièrement en sécurisant et en créant des emplois et de la valeur ajoutée.

7 Améliorer la résilience des exploitations agricoles sur les marchés

- ◆ DBV et FNSEA évaluent positivement la proposition de mise en place de programmes opérationnels pour tous les secteurs de production (actuellement fruits, légumes et vin). Cette option devrait être approfondie pour chaque secteur.
- ◆ L'amélioration du fonctionnement de la chaîne alimentaire, en particulier le partage équitable de la valeur ajoutée, doit rester un objectif constant de la PAC. Le règlement Omnibus a permis de substantiellement progresser, en faveur de l'organisation des producteurs, dans le domaine du Droit de la Concurrence. Il sera nécessaire de consolider ces acquis dans le cadre de l'OCM unique. De plus, les agriculteurs français et allemands demandent, plus particulièrement en lien avec les réglementations antitrust, plus de flexibilité pour des regroupements, non seulement au niveau des producteurs, mais aussi au niveau des entreprises de commercialisation et de transformation dirigées par les agriculteurs - y compris les coopératives. Enfin, la concentration transnationale des centrales d'achat pèse lourdement sur les prix agricoles.
- ◆ Dans le cadre du 2^e pilier de la PAC, des options volontaires de gestion des risques devraient être développées pour les exploitations. DBV et FNSEA partagent l'objectif d'améliorer les outils de gestion des risques pour un meilleur accompagnement des exploitations, confrontées notamment aux risques climatiques.
- ◆ La révision de la réserve de crise pluriannuelle est favorablement accueillie, car le lien avec les paiements directs a été rompu. Les modalités détaillées de mise en œuvre devront permettre une utilisation rapide et efficace de la réserve de crise, qui devra être plus flexible. De plus, en conséquence des crises exogènes à l'agriculture (géostratégiques, telles que l'embargo russe, par exemple), des fonds hors PAC devront être prévus pour soutenir les agriculteurs européens en difficulté.

Il est crucial de parvenir à un accord sur le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) avant les élections européennes de 2019. La nouvelle planification stratégique de la PAC nécessite du temps, pour permettre aux agriculteurs de bien s'organiser. Des conséquences doivent être tirées de la mise en œuvre précipitée de la dernière réforme. Cependant, l'agenda ne peut prévaloir sur le contenu de la réforme. En l'état actuel des négociations, la réforme peut ne pas être finalisée à temps, avant fin 2020 / début 2021. Ainsi, des mesures transitoires basées sur le système de financement actuel devraient être adoptées en temps voulu.



Gemeinsamkeiten stärken : Mit der europäischen Agrarpolitik unsere Zukunft gestalten



Die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP) ist ein Eckpfeiler der europäischen Integration. Dabei muss die Sicherung der Landwirtschaft und Lebensmittelerzeugung das Kernziel der GAP bleiben. Die GAP muss gleichermaßen für wirtschaftliche, ökologische und soziale Nachhaltigkeit stehen.

Dabei ist die GAP für die Landwirtschaft auf europäischer Ebene unerlässlich. Die GAP trägt dazu bei, die wirtschaftliche Stabilität der landwirtschaftlichen Betriebe in offenen und volatilen Märkten zu gewährleisten, unterstützt ihre Wettbewerbsfähigkeit, fördert umfassende und nachhaltige Landwirtschaft und stärkt die Attraktivität und Vitalität des ländlichen Raumes.

1 Agrarhaushalt stabil halten

FNSEA und DBV fordern, dass der Mehrjährige Finanzrahmen (MFR) 2021 bis 2027 für beide Säulen der GAP zumindest ein stabiles Budget auf dem heutigen Niveau behält. Die von der EU-Kommission genannten umfangreichen Ziele und gesellschaftlich geforderten Leistungen der Landwirtschaft können nicht mit einem geringeren Budget erreicht werden. Eine finanzielle Kürzung der GAP ist nicht hinnehmbar. Eine Kürzung der GAP-Mittel ist weder im Einklang mit der gestiegenen Ambition bei Umwelt- und Klimazielen, noch mit den wachsenden gesellschaftlichen Erwartungen. Für neue Herausforderungen der EU und neue politische Ziele sind zusätzliche Finanzmittel bereitzustellen.

2 Harmonisierung im Gemeinsamen Markt

DBV und FNSEA bestehen auf vergleichbare Rahmenbedingungen für alle Landwirte im Gemeinsamen Markt. Die von der Kommission Anfang Juni 2018 vorgelegten Vorschläge sehen wesentliche Änderungen in der GAP-Architektur vor. Die GAP muss eine Gemeinschaftspolitik bleiben und darf keinesfalls zu einem Auseinanderdriften in 27 nationale Fördersysteme führen, was Wettbewerbsverzerrungen innerhalb der europäischen Landwirtschaft zur Folge hätte. Subsidiarität sowohl in der Anwendung als auch in der Verwaltung ist sinnvoll. Allerdings müssen Grundelemente und Konzeption der GAP einheitlich gestaltet werden, um den Gemeinsamen Markt und sein Funktionieren nicht in Frage zu stellen.

3 Agrarförderung für die Landwirte endlich vereinfachen

Die EU-Kommission muss bei der Vereinfachung der Förderbürokratie jetzt « liefern », bleibt dies aber mit ihrem Vorschlag noch weitgehend schuldig. DBV und FNSEA fordern dringlich einen Kurswechsel im Antrags- und Kontrollsystem, der landwirtschaftliche Realitäten mit ihren agronomischen und wirtschaftlichen Einschränkungen sowie der Arbeitsbelastung berücksichtigt. Das Vertrauen

zwischen öffentlichen Behörden, Bürgern und Landwirten sollte wiederhergestellt werden. Beispielsweise ist die Definition von Dauergrünland, die sich zu einem bürokratischen Monstrum entwickelt hat, dringend zu vereinfachen. Der Anwendungsbereich der Cross-Compliance-Vorschriften muss angepasst werden, um beispielsweise das unverhältnismäßige Sanktionsrisiko von Tierhaltungsbetrieben zu verringern. Die EU-Kommission verschafft sich zudem über Delegierte Rechtsakte große Spielräume bei der Auslegung und Umsetzung der GAP. Alle wesentlichen Punkte müssen ausdrücklich und einheitlich im EU-Basisrecht durch Rat und Parlament geregelt werden.

4

Festlegung von Wahlmöglichkeiten für die Mitgliedstaaten in der 1. Säule

Direktzahlungen unterstützen landwirtschaftliche Einkommen, insbesondere um höhere EU-Standards auszugleichen.

- ◆ Verglichen mit der derzeitigen Situation würde eine zusätzliche Umverteilung von Mitteln von der ersten in die zweite Säule auf nationaler Ebene (der Vorschlag der Kommission sieht 15 % plus 15 % für Umweltziele vor) die landwirtschaftlichen Betriebe weiter schwächen und darf daher nicht verfolgt werden.
- ◆ Jede Kürzung oder Deckelung von Direktzahlungen muss abgelehnt werden oder bleibt für Mitgliedsstaaten freiwillig. Ein Zuschlag für die ersten Hektar bis zur durchschnittlichen Betriebsgröße könnte eine Alternative sein, um den unterschiedlichen Betriebsstrukturen Rechnung zu tragen. Diese fakultative Maßnahme sollte mit einem maximalen Anteil (in Prozent) an den national zur Verfügung stehenden Fördermitteln begrenzt werden.
- ◆ Die Basisprämie muss weiter einen fundamentalen Anteil der 1. Säule ausmachen, um die Aufgabe der direkt wirksamen Stabilisierung der Betriebe zu erfüllen und um den Ausgleich für hohe EU-Standards zu leisten. Daher sollten mindestens 60 % der national zur Verfügung stehenden Fördermittel der Mitgliedstaaten für die Basisprämie reserviert sein.
- ◆ Die Verwendung gekoppelter Direktzahlungen sollte bestimmten Situationen vorbehalten sein, um Sektoren zu helfen, die sich in Schwierigkeiten befinden (Wettbewerbsfähigkeit, Nachhaltigkeit und Qualität) und die aus wirtschaftlichen, sozialen oder ökologischen Gründen in benachteiligten Gebieten von größter Bedeutung sind. Diese Instrumente sollten genutzt werden, um die Struktur der betreffenden Sektoren und damit ihre langfristige Nachhaltigkeit zu verbessern.

5

Grüne Architektur gestalten

Die GAP muss sowohl auf die ökologische als auch auf die wirtschaftliche Leistung der Betriebe abzielen.

- ◆ Die vorgeschlagene deutliche Ausweitung der Auflagen hin zu einer « Super-Cross-Compliance » - bei gleichzeitiger Kürzung des Agrarhaushalts der EU - ist ein Ansatz, der zu einem erheblichen Verlust der Einkommenseffekte der 1. Säule führen würde. DBV und FNSEA fordern einen pragmatischen Abbau

der Cross-Compliance-Anforderungen. Darüber hinaus sollten die Cross-Compliance-Regelungen gemeinschaftliche EU-Anforderungen darstellen, die von allen Mitgliedstaaten in gleicher Weise umgesetzt werden. Die Umsetzung muss zwischen den Mitgliedstaaten einheitlich sein.

- ◆ Um die Ziele für Umweltschutz und Bekämpfung des Klimawandels zu erreichen und es der Landwirtschaft zu ermöglichen, einen wirksamen Beitrag zu diesen Zielen zu leisten, ist die neue „Grüne Architektur“ mit Maßnahmen im Rahmen des « Eco-Scheme » und innerhalb der 2. Säule wichtig. Das neue „Eco-Scheme“ erfordert zusätzliche Mittel und sollte für möglichst viele Landwirte anwendbar sein. Die von den Mitgliedstaaten geplanten Maßnahmen sollten für die Landwirte leicht umsetzbar sein. Zusätzlich zu spezifischen Produktionsrichtungen stellen Ansätze, die auf landwirtschaftlichen Systemen und Zertifizierungsregelungen oder äquivalenten Systemen basieren, neue Wege dar, die es ebenfalls zu sondieren gilt.
- ◆ Maßnahmen im Rahmen der ersten Säule sollten nicht dazu führen, dass der Handlungsspielraum für zusätzliche Umweltmaßnahmen in der 2. Säule drastisch eingeschränkt wird. Bewährte Agrarumweltmaßnahmen der 2. Säule dürfen nicht beschädigt werden. Hier erbringen die Landwirte schon jetzt freiwillige Zusatzleistungen für Ressourcenschonung und Biodiversität. Die Maßnahmen der 2. Säule und der Agrarumweltmaßnahmen sollten von einem attraktiveren und anreizorientierten Konzept profitieren.
- ◆ Da benachteiligte Gebiete auch aus umweltpolitischer Sicht oft sehr sensible Gebiete sind und sich die Ausgleichszulage für benachteiligte Gebiete positiv auswirkt, ist diese Maßnahme als eine « Grüne Maßnahme » innerhalb der 2. Säule zu betrachten.

6 In nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit im Rahmen der 2. Säule investieren

Zum einen fordern FNSEA und DBV, Maßnahmen zur Förderung der nachhaltigen Wettbewerbsfähigkeit, insbesondere zur Förderung von Investitionen (einschließlich Ressourcenschonung), Diversifizierung, Innovation, Bildung und Beratung hohe Priorität einzuräumen. Zum anderen soll die 2. Säule der GAP dem Schutz und der Entwicklung des ländlichen Raumes dienen, insbesondere der Sicherung und Schaffung von Arbeitsplätzen und der Wertschöpfung.

7 Verbesserung der Widerstandsfähigkeit landwirtschaftlicher Betriebe auf den Agrarmärkten

- ◆ DBV und FNSEA bewerten den Vorschlag zur Einrichtung operationeller Programme für alle Produktionsbereiche (bislang Obst und Gemüse und Wein) als grundsätzlich positiv. Diese Option sollte für jeden einzelnen Sektor weiter erörtert werden.
- ◆ Die Verbesserung der Funktionsweise der Lebensmittelkette, insbesondere die gerechte Aufteilung der Wertschöpfung, muss ein ständiges Ziel der GAP bleiben. Die Omnibus-Verordnung hat große Fortschritte bei der

Organisation der Erzeuger in Bezug auf das Wettbewerbsrecht gebracht. Es ist notwendig, diese Errungenschaften in der einheitlichen GMO zu stärken. Darüber hinaus fordern französische und deutsche Landwirte verstärkte kartellrechtliche Möglichkeiten zur Bündelung, nicht nur auf der Ebene der Erzeuger, sondern auch auf Ebene der von Landwirten getragenen Vermarktungs- und Verarbeitungsorganisationen - einschließlich Genossenschaften. Die hohe, Ländergrenzen überschreitende Konzentration des Lebensmitteleinzelhandels belastet die Agrarpreise stark.

- ◆ Freiwillige Optionen für das einzelbetriebliche Risikomanagement im Rahmen der 2. Säule sollten weiterentwickelt werden. DBV und FNSEA teilen das Ziel, die Instrumente des Risikomanagements für eine bessere Unterstützung von Betrieben, die besonderen klimatischen Risiken ausgesetzt sind, zu verbessern.
- ◆ Die erneuerte mehrjährige Krisenreserve wird begrüßt, da die unmittelbare Verbindung zu Direktzahlungen aufgelöst wird. Die Krisenreserve sollte zukünftig flexibel und wirksam umsetzbar sein. Des Weiteren müssen Haushaltsmittel außerhalb der GAP-Finanzmittel genutzt werden, um die europäische Landwirtschaft zu unterstützen, wenn diese aufgrund von externen Krisen (geostrategisch, wie z.B. das russische Embargo) in Schwierigkeiten gerät.

Eine Verständigung über den neuen mehrjährigen Finanzrahmen (MFR) noch vor den Europawahlen 2019 ist von entscheidender Bedeutung. Die neue GAP-Strategieplanung benötigt einen ausreichenden zeitlichen Vorlauf, damit die Landwirte sinnvoll planen können. Aus der überstürzten Umsetzung der letzten Reform sind Konsequenzen zu ziehen. Dies darf jedoch nicht zu Lasten der Inhalte der Reform gehen. So wie sich der Sachverhalt aktuell darstellt, wird die Reform möglicherweise nicht vor Beginn der neuen Förderperiode - das bedeutet vor Ende 2020 / Anfang 2021 - abgeschlossen sein. Daher sollte rechtzeitig eine Übergangsregelung verabschiedet werden, die auf dem derzeitigen Finanzierungssystem basiert.